



## Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

29 | 2011

Révolutions arabes : la «divine surprise», ses acteurs,  
son avenir

---

# Révolutions arabes : les enjeux d'une recomposition régionale

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/930>

ISBN : 978-2-918362-47-0

ISSN : 2105-2522

### Éditeur

Médecins du Monde

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

ISSN : 1624-4184

### Référence électronique

« Révolutions arabes : les enjeux d'une recomposition régionale », *Humanitaire* [En ligne], 29 | 2011, mis en ligne le 14 décembre 2011, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/930>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

---

# Révolutions arabes : les enjeux d'une recomposition régionale

---

## Pénélope Larzillière

- 1 La première question que j'ai envie de poser à nos intervenants, c'est : « Qui fait les révolutions arabes ? » On a beaucoup dit en effet que c'était une surprise, que les islamistes et leurs thèmes n'en étaient certainement pas les fers de lance, que si les acteurs effectifs de ces révolutions semblaient avoir surgi de nulle part, c'était simplement parce qu'on n'avait encore jamais parlé d'eux, mais qu'ils étaient bien là, et depuis des années... Bref, autant de données qui, il faut le dire, bouleversaient nos grilles d'analyse. Qu'en est-il selon vous ?

## Khadija Mohsen Finan

- 2 Effectivement, il y a eu des erreurs d'appréciation, d'abord parce qu'on a beaucoup dit ces dernières années que ces pouvoirs forts, autoritaires, durables n'avaient en face d'eux que des populations dépolitisées. En réalité, c'était l'inverse. Les forces de résistance existaient, mais elles étaient devenues invisibles. Dans son livre *Le Délitement de la cité*, publié chez Karthala, le politologue tunisien réfugié à Paris, Sadri Khiari, évoque ces « forces souterraines ». Quelles sont-elles ? Ce sont d'abord les acteurs traditionnels, c'est-à-dire les associations, les syndicats – dans le cas de la Tunisie où il n'y a qu'un seul syndicat, ce fut donc l'Union générale des travailleurs tunisiens – qui ont resurgi au cours de ces révolutions. S'ils sont sortis de l'ombre, c'est grâce à l'usage qu'avaient les jeunes des nouvelles technologies de communication. Les pouvoirs n'ont vu dans ces mouvements que des émeutes qu'il fallait réprimer par la violence, comme à l'accoutumée, alors que ces solidarités s'étaient mises en place – malgré la configuration autoritaire de l'espace public, malgré la censure et l'incitation à l'autocensure – au cours des années 1990 à travers des lettres d'information, des forums de discussion, des journaux en ligne, des blogs qui ont diffusé à partir de l'étranger des analyses critiques à l'égard du pouvoir, mais qui échappaient totalement aux autorités.
- 3 Dans le cas tunisien, ces jeunes sont venus pallier les carences de l'espace public par l'usage d'Internet. Ce phénomène a été extrêmement important : il y a quand même deux millions d'utilisateurs de Facebook dans ce pays de dix millions d'habitants, et 42 % de ces utilisateurs ont entre 18 et 24 ans. Leur jeunesse explique sans doute un

comportement insouciant, peut-être même inconscient, face à la férocité de la coercition qui pouvait s'exercer, et qui s'est d'ailleurs bel et bien exercée en Tunisie contre les bloggeurs de Zarzis, frappés de peines d'emprisonnement, certains y perdant même la vie. C'est donc peut-être cette « légèreté » dans l'utilisation de ces nouvelles technologies couplée à des cellules « dormantes » ayant pris le relais, qui a transformé cet élan de la jeunesse en crise politique.

#### **Latifa Tayah-Gueneau**

- 4 Pour répondre à la question initiale – « Qui a fait la révolution ? », j'ai d'abord envie de rendre hommage à Mohamed Bouazizi, ce marchand de fruits et légumes qui s'est immolé par le feu en Tunisie. Il y a des milliers, et même des millions, de Mohamed Bouazizi dans le monde arabe. En Égypte, où 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, c'est avant tout une révolution économique et sociale qui s'est produite, relayée ensuite par des jeunes qui avaient soif de liberté, de crier, de s'exprimer, et qui ont pour cela utilisé le vecteur des médias sociaux. Ces médias en ligne ont été un élément fondamental pour appuyer cette révolution, mais il ne faut pas oublier aussi les médias traditionnels que sont les chaînes étrangères, les chaînes nationales étant en effet discréditées.

#### **Rachid Lahlou**

- 5 Personnellement, je pense que ces révolutions n'ont pas vraiment été organisées par ces acteurs que vous évoquez. Il n'y a pas toujours à chercher à identifier les organisations, les partis politiques ou les tendances qui seraient derrière ces mouvements. La réponse se trouve dans la situation du monde arabe avant les révolutions : c'était des régimes totalitaires dans lesquels il n'y avait pas de libertés, peu de travail, des diplômés par millions sans avenir - ceux que l'on appelle les « diplômés chômeurs ». Comme on l'a dit, en Égypte mais ailleurs également, les personnes sous le seuil de pauvreté ne cessaient d'augmenter, aboutissant à une diminution, voire à la disparition de la classe moyenne : c'était donc une véritable « cocotte-minute » qui devait exploser un jour. Mohamed Bouazizi a été le déclencheur de quelque chose qui allait survenir. Et je ne parle même pas de la crise identitaire, de la crise au Moyen-Orient où les politiques ne représentaient plus rien. Le mélange des affaires et de la politique, les détournements de fonds publics, l'absence de justice, de dignité, la corruption : pour obtenir un simple papier d'identité, c'est un combat de tous les jours. C'était une déprime profonde dans ce monde-là, et ça ne pouvait pas continuer. Et je pense que la manière dont tout cela a implosé montre bien qu'il n'y avait pas derrière de partis politiques ou d'organisations quelconques. Tous les partis, y compris les partis d'opposition, ont été surpris par cette révolte essentiellement populaire. Le syndicat officiel tunisien que l'on a évoqué n'a, à mon avis, rien apporté à la révolution. Il a pris le train en marche après coup. Aucun parti ne peut réclamer aujourd'hui une légitimité dans le lancement de la révolution. Ce serait enlever aux populations le mérite de ce mouvement de liberté : ils voulaient simplement avoir la même identité, la même dignité que la nôtre. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu des périodes dans ce monde arabe – après la colonisation par exemple - où des révolutions ont amené la pauvreté, la dictature, la répression. Les islamistes n'avaient rien à voir là-dedans. C'étaient plutôt les mouvements de gauche qui menaient cette révolte, qui ont pris le pouvoir et apporté la misère dans ces pays : les pays agricoles, la Syrie, l'Algérie, sont devenus arides. Déçues, les populations se sont ensuite tournées vers l'islamisme. Mais aujourd'hui elles ne se réclament de rien ni personne. Elles se sont

appuyées sur Facebook ou Al Jazeera qui ont, c'est vrai, joué un rôle déterminant dans la révolution.

#### **Pénélope Larzillière**

- 6 Je préciserai que c'est aussi la fin du monopole sur les médias qui a ouvert des espaces alternatifs... Mais comme sociologue, je voudrais quand même dire que si cet espace médiatique alternatif a ouvert une ressource supplémentaire, cela ne remplace pas pour autant les logiques sociales. Autrement dit, c'est bien parce qu'il y a eu des logiques sociales et des revendications qu'elles ont ensuite pu trouver un outil à travers les médias pour se diffuser. Vous avez prononcé le mot « dignité » et je pense que si ces mouvements protestataires qui auparavant ne s'étaient pas « trouvés » y sont parvenus cette fois-ci, c'est parce que des catégories très différentes, des jeunes diplômés sans travail aux experts, en passant par les avocats, ont trouvé un terrain commun de revendications autour d'un vocabulaire partagé. Et puis il y a un rôle qu'on n'a pas encore mentionné, c'est celui joué par l'extérieur pour ouvrir des opportunités : certes, on a parlé des références occidentales, mais les diasporas ont joué un rôle fondamental.

#### **Rachid Lahlou**

- 7 En effet et à ce sujet, je dirais que l'émigration, qu'elle soit clandestine ou légale, jouait jusqu'à présent un rôle de soupape de sécurité : certains trouvaient le moyen d'aller dans des pays où il y avait des possibilités de s'exprimer, de travailler, de gagner de l'argent pour envoyer au pays. Mais à partir du moment où cette émigration est réprimée ou interdite, elle ne joue plus son rôle de soupape, la cocotte-minute enfle jusqu'à la révolution. Il est quand même significatif que ce soit à partir de la Tunisie, notamment de ses régions traditionnellement pourvoyeuses de flux migratoires, que la révolution soit partie.
- 8 Par ailleurs, beaucoup des migrants subsahariens qui ont fui la Libye et ont été accueillis en Tunisie ont dit qu'ils voulaient retourner chez eux et ne voulaient plus entendre parler d'émigration. C'est aussi un enseignement.

#### **Pénélope Larzillière**

- 9 On se pose aussi la question de l'effet « dominos », à savoir l'enchaînement de mouvements dans les différents pays du monde arabe. Mais comment ces liens se sont-ils faits concrètement : est-ce que les Égyptiens ou les Libyens se sont identifiés aux Tunisiens par les médias, est-ce qu'il y a eu des interactions concrètes entre les différents acteurs, par l'intermédiaire des migrants ? Finalement, comment cette « solidarité interarabe » a-t-elle pu jouer, si elle a joué ?

#### **Djawad Guerroudj**

- 10 Oui, on constate, quand on se rend sur place et qu'on rencontre les acteurs des révolutions arabes, qu'il existe quand même un lien de solidarité, un sentiment d'appartenance culturelle à ce qu'on appelle couramment « le monde arabe », même si je ne sais pas dans quelle mesure il existe réellement. Mais, de fait, on constate qu'il y a dans ce mouvement pour la démocratie un fil d'or qui lie ses différentes composantes.
- 11 Il y a trois semaines, j'étais en Tunisie, à l'occasion d'un colloque qui réunissait l'ensemble des acteurs de la révolution arabe, aussi bien des Bahreïnites, des Yéménites que des Syriens. Ce qui est vraiment le point commun, c'est d'abord un attachement profond à la démocratie, que l'on ne voit pas comme une « valeur étrangère ». Ces mouvements dans les pays arabes se sont développés de manière indépendante : ils ont été déclenchés par les pauvres de chaque pays, par la jeunesse, par la jonction entre les

classes laborieuses et les classes moyennes, mais il n'y a eu aucune intervention, même étrangère, comme on a pu le voir par le passé ou comme c'est le cas aujourd'hui en Libye.

- 12 On perçoit d'ailleurs une certaine fierté d'avoir démontré que la thèse selon laquelle la démocratie est faite pour le monde développé occidental, que les autres pays devraient traverser différentes phases de développement économique et social et qu'on ne pourrait démocratiser l'ensemble des pays musulmans que par la force et l'intervention étrangère était fausse.
- 13 Ce mouvement est en même temps un mouvement de libération nationale, et si l'on a évoqué autant le mot « dignité », c'est que les sentiments d'humiliation et de frustration étaient trop forts, alors que ces pouvoirs, contrairement à ce qu'on pensait, n'étaient pas forts : en Tunisie, en Égypte, c'étaient des pouvoirs autoritaires, fondés sur la répression, sur l'armée et les forces de l'ordre, mais pas des pouvoirs forts.
- 14 À mon avis, on n'est pas au bout du chemin, on ne sait pas encore ce qu'il adviendra demain, en Tunisie comme en Égypte, mais ces Révolutions vont influencer énormément la géopolitique de cette région dans trois domaines : dans les relations entre l'Europe et les pays de l'autre rive de la Méditerranée ; dans la géopolitique de l'ensemble du Moyen-Orient ; et enfin dans le conflit israélo-palestinien.

#### **Khadija Mohsen Finan**

- 15 La dignité a été une dimension supplémentaire au conflit. Mais il y avait avant tout une dimension économique, une dimension politique et une dimension morale. Une dimension morale parce que ces pays arabes partageaient malgré tout des maux communs : une mauvaise gouvernance bien sûr, avec beaucoup de chômage et de corruption, un manque de perspective pour la jeunesse et aussi, à partir de l'ouverture des systèmes économiques à la fin des années 1980, des classes dirigeantes qui ont eu la possibilité de s'enrichir considérablement et de dépenser de manière totalement ostentatoire, sachant qu'elles étaient dans l'impunité totale. Cet élément est à la base d'une crise morale très grave venue soulever l'ensemble de ces pays parce qu'ils se reconnaissaient dans leurs situations respectives. Le phénomène d'identification a joué par le biais des médias : on avait des images de la répression, et les gens se reconnaissaient. Des médias comme Al Jazeera, à partir de 1996, ont effectivement davantage renseigné les gens sur leur propre pays que ne le faisaient leurs propres médias nationaux. Et puis il y a eu aussi ces solidarités par les réseaux sociaux. En Tunisie, par exemple, Al Jazeera n'avait pas droit de cité en Tunisie. Et bien, Mohamed Krichen, un journaliste tunisien de cette chaîne de télévision a dit : « *Nous n'avions pas le droit d'envoyer un cameraman, mais c'est comme si on en avait cent parce que tous les jeunes nous envoyaient des photos prises sur leurs téléphones portables* » ! Cela a joué comme une lame de fond avec le même type de revendication, même si chaque pays a répondu à sa manière. Dans certains, comme le Maroc, c'est l'État qui a donné, en quelque sorte « par le haut ». Dans d'autres, comme l'Égypte et la Tunisie, la demande est venue « par le bas ». Dans les pays « rentiers » qui avaient les moyens de maintenir la coercition très longtemps, comme la Libye ou l'Algérie, ça ne s'est pas passé comme en Égypte ou Tunisie. Ces deux pays, très dépendants de leur tourisme et, en ce qui concerne l'Égypte des rentrées d'argent du canal de Suez, ne pouvaient pas maintenir la pression sur la rue trop longtemps.
- 16 Il me semble donc au contraire qu'au niveau géopolitique, on ait malgré tout une mosaïque : pour le moment il n'y a pas véritablement de solidarité qui se fait entre les

pays. Une instabilité, en revanche, vient d'autres pays. Par exemple, la Tunisie reçoit les contrecoups de la crise libyenne au niveau de l'émigration, de son tourisme, donc de son économie, et cela vient affaiblir considérablement l'après-révolution.

#### **Rachid Lahlou**

- 17 J'étais en Tunisie et j'ai rarement vu une telle solidarité d'un peuple envers un autre, en l'occurrence des Tunisiens, qui étaient pourtant eux-mêmes en train de souffrir, vis-à-vis des Libyens et des réfugiés. Plus généralement, c'est vrai que la solidarité joue énormément entre pays arabes. On l'a vu après la guerre en Irak où un million d'Irakiens sont venus en Syrie où leurs enfants ont pu être scolarisés comme des Syriens. Les Égyptiens aussi ont soutenu les Tunisiens.
- 18 Quant à la question de l'étranger et de son influence, je pense qu'elle a été négative : alors que ces peuples se révoltaient tout simplement pour la liberté, les pays étrangers ont été hésitants, voire complaisants vis-à-vis de ces régimes. C'est la même chose aujourd'hui dans le cas du Yémen, où il n'y a pas de soutien de l'étranger à la population qui, depuis plus de trois mois, paye cher la volonté de gagner sa liberté.
- 19 Quant à l'émigration, elle a toujours été un déchirement pour ces gens : personne n'essaie d'émigrer par amour de l'émigration, ce n'est pas une excursion, et nombreux sont ceux qui le paient cher. Et ils ne comprennent pas comment l'Europe, qui a pu accueillir cent mille Allemands de l'Est après la chute du mur de Berlin, ne pourrait pas le faire pour eux. Les États d'Europe doivent prendre leurs responsabilités : ils ont pour la plupart soutenu des régimes autoritaires qui ont poussé à l'émigration des centaines de milliers de jeunes. Mais l'émigration, c'est la dernière solution pour la plupart d'entre eux : les jeunes qu'on voit un peu partout à Paris en ce moment ne souhaitent souvent d'une chose, c'est revenir au pays, car ils n'en peuvent plus. Ils disent que même avant les révolutions, ils avaient presque plus de dignité que ce qu'ils sont en train d'endurer dans le pays de la liberté.

#### **Pénélope Larzillière**

- 20 Il faudrait peut-être complexifier tout cela. L'influence étrangère, ce n'est pas seulement celle des pouvoirs occidentaux. Cela peut être aussi la manière dont des collectifs de défense des droits de l'Homme, qui ont été un vecteur des mobilisations actuelles, ont utilisé des exemples étrangers ou des normes internationales comme des références, mais aussi comme une forme de protection. Cette référence étrangère, même si elle les éloignait de la population, les a protégés d'une certaine manière, et cette expertise militante obtenue en s'inspirant de structures étrangères leur sert également beaucoup pour pérenniser aussi les mouvements.

#### **Karim Pakzad**

- 21 J'apporterai quelques nuances à l'intervention de Khadija Mohsen Finan disant que le tourisme expliquerait la non-réaction des États en Égypte et en Tunisie face aux mouvements des jeunes. C'est vrai que le tourisme constitue une source importante de revenus en Tunisie et en Égypte, mais cela n'explique pas le comportement des pouvoirs face à la contestation. Le changement a eu lieu relativement plus facilement dans ces deux pays d'abord parce que face à un mouvement d'ampleur, l'armée était devant une alternative : réprimer sans savoir sur quoi cela pouvait déboucher, ou accompagner le mouvement. C'est cette seconde solution que l'armée a choisie, permettant que le changement ait lieu, plus ou moins pacifiquement.

22 Quant à l'influence étrangère, je suis d'accord pour dire que les États-Unis et les pays européens n'ont pas joué de rôle dans ces révolutions, mais là aussi, il faut nuancer. Il est inutile de revenir sur l'attitude de la France vis-à-vis de Ben Ali ou de Moubarak... Et si, en Égypte, la révolution a réussi c'est parce que les États-Unis étaient dans une incertitude totale, craignant qu'une prise du pouvoir par les Frères Musulmans ne déstabilise totalement la région, stratégiquement importante pour les États-Unis qui ont finalement préféré un changement maîtrisé à un chaos. Mais, ils n'ont pas eu la même attitude à Bahreïn alors que les forces démocratiques du pays n'ont pas mis en cause le pouvoir de l'émir, mais demandé seulement la mise en place d'un régime monarchique constitutionnel. C'est que du point de vue américain, une révolte violente était dangereuse dans un pays où la majorité de la population est chiite, et où les USA ont une base militaire navale. Au Yémen, où le mouvement s'étend à toute la société, les États-Unis résistent et cherchent une transition dans l'ordre. Bref, les considérations géopolitiques des nations étrangères ne sont pas absentes dans l'évolution démocratique des pays arabes.

#### **Khadija Mohsen Finan**

23 Je précise tout d'abord que, lorsque je parlais de tourisme, j'évoquais le rôle important qu'il a pu jouer, considérant les économies de ces pays, mais sans dire qu'il avait été déterminant.

24 Quant aux États-Unis, ils étaient dans une dynamique de changement à l'égard du monde arabe, notamment après le discours du Caire où Obama avait donné des signaux positifs aux peuples arabes, en dissociant la lutte contre le terrorisme et l'islam, les musulmans et les pays arabes. C'est vrai que lorsque le mouvement s'est déclenché en janvier en Tunisie, il n'y avait pas d'enjeux géopolitiques pour les Américains, et c'est pour ça que le président Obama a salué la dignité et le courage du peuple tunisien. Quand est venu le tour de l'Égypte, où l'enjeu géopolitique n'était pas le même, il avait malgré tout, déjà, créé un précédent : il était très difficile de revenir en arrière. À Bahreïn, ce ne sont pas uniquement les États-Unis qui sont en première ligne, puisqu'il y a aussi l'Arabie Saoudite. Il faut donc savoir si on parle de « l'étranger arabe » ou de « l'étranger occidental ». N'oublions pas non plus la diaspora de l'étranger qui a joué un rôle important.

25 Cela me donne l'occasion de revenir sur cette soi-disant « solidarité interarabe » qui me laisse très sceptique. Dans les pays limitrophes qui ont accueilli les Palestiniens par le passé, comme le Liban, ces derniers n'ont toujours pas le droit de travailler. Sur le papier, on nous parle de quatre cent mille réfugiés de Libye en Tunisie, mais je ne sais pas s'il s'agit d'un simple accueil qui s'est fait par des gens décidés à s'organiser pour en aider d'autres sans ou si l'on peut parler d'une action de « solidarité à la révolution » en cours. Je dissocierais un peu plus les choses.

#### **Djawad Guerroudj**

26 En Tunisie, c'est en effet une simple solidarité qui a spontanément émergé. J'y étais à ce moment-là et je l'ai ressenti très fortement : c'était l'expression d'une société civile qui avait pour la première fois l'occasion de s'exprimer et de démontrer qu'elle pouvait s'organiser, qu'elle pouvait être utile. Les gens qui ont apporté de la nourriture à la frontière disaient combien, sous le régime de Ben Ali, ils n'auraient jamais pu le faire. Du côté égyptien de la frontière avec la Libye, ça n'a pas du tout été pareil : les gens qui ont voulu fuir la Libye sont restés cantonnés dans le *no man's land* entre les deux pays et n'étaient autorisés à passer en Égypte que s'ils avaient un titre de transport pour

retourner chez eux. Aujourd'hui encore, ce sont peut-être entre cinq mille et six mille personnes qu'on ne peut renvoyer nulle part et qui vivent dans ce *no man's land*, sous des bâches, parce qu'on leur interdit de dresser des tentes : c'est complètement kafkaïen !

### Ali Bensaad

- 27 La question des mobilités, c'est-à-dire des migrations, me semble un des éléments importants de cette révolution. Comme le racontait Djawad Guerroudj, les gens disaient que, du temps de Ben Ali, ils n'auraient jamais pu faire ce qu'ils ont fait depuis son départ forcé. Effectivement, on a souvent dit que l'Occident avait renforcé les pouvoirs dictatoriaux régionaux en s'appuyant sur l'alibi de l'islamisme. Mais l'autre alibi fondamental était la lutte contre l'émigration. Et en Tunisie, on a atteint un *summum* : c'était à la fois Ubu et *Big Brother*. N'importe quelle manifestation de solidarité, même donner à manger, pouvait être pénalement sanctionnée en Tunisie. Mais pire que cela : on a même condamné des gens sur leur « intention d'émigrer », à partir d'un échange de SMS ou d'e-mails dans lesquels ils exprimaient l'envie de quitter le pays ! On voit là jusqu'à quel point ce pouvoir avait poussé sa dimension répressive. Mais les pays européens, en renforçant cette dimension répressive, ont creusé encore le déficit démocratique en même temps qu'ils se fourvoyaient : même du temps de la dictature, c'étaient six mille Tunisiens qui débarquaient à Lampedusa, mais ils sont vingt mille aujourd'hui. Preuve que les méthodes répressives ne tarissent jamais le problème. Si ces vingt mille personnes sont parties, c'est parce qu'une vanne s'est ouverte, mais elle se refermera vite. Tant qu'on bloquait les mobilités, tant que les gens ne pouvaient pas circuler, ils étaient dans le fantasme de l'Europe.
- 28 Mais cette question des mobilités joue également dans un autre sens. Toujours dans le cas de la Tunisie, un certain nombre de régions vivaient, parfois même bien, grâce à la soupape de la rente migratoire tandis que d'autres restaient un peu en marge du développement. Dans certains cas, c'était le quart de la population active qui vivait à l'étranger, et non pas de manière clandestine, mais légale. Mais à partir du moment où on a voulu bloquer, depuis l'étranger, cette circulation, altérant ainsi de fait cette soupape de sécurité, on a apporté là un de ses ingrédients à la révolution.
- 29 Vous parliez tout à l'heure de « solidarité arabe ». Je ne dirais pas les choses en ces termes, mais en termes de « crise du fardeau ». En effet, en Occident, on parle toujours des réfugiés alors qu'il faut relativiser : en France, seuls 7 % des immigrés entrent comme « réfugiés ». On ignore aussi que si les deux tiers des réfugiés vivent dans des pays du Sud, les premiers pays d'accueil, environ six sur dix, sont également des pays du Sud. Ces pays-là manifestent-ils de la solidarité ? Je ne sais pas. Du moins, ils portent une partie du fardeau. Avec la guerre américaine en Irak, qui a généré deux millions de réfugiés, un million et demi est allé en Syrie, cinq cent mille environ en Jordanie et cinquante mille au Liban. Combien de réfugiés irakiens tous les pays d'Europe avaient-ils accueilli, en 2007 ? : dix mille... Et comme si cela ne suffisait pas, les Américains ont créé une notion nouvelle, celle de « réfugiés combattants » pour dire que le réfugié irakien est un potentiel terroriste. Ainsi, les États-Unis ont-ils refusé l'asile à cinq mille personnes qui avaient pourtant collaboré, par exemple en tant que traducteurs, avec les Américains et qui étaient à ce titre menacées. Ils ont refusé d'accorder aux membres du parti démocratique irakien, pourtant leur principal allié, ce statut au motif qu'il avait cherché à renverser par la violence le régime de Saddam Hussein : autrement dit, ce que les États-Unis avaient fait en toute impunité devenait un délit pour les autres !

- 30 La question migratoire est vraiment fondamentale dans cette région. Un quart des réfugiés mondiaux se trouve au Moyen-Orient. Encore les Palestiniens sont-ils exclus de ce comptage. Imaginez la pression si on les intégrait ! De même, quand on parle de Bahreïn par exemple, Karim Pakzad avait raison de parler des arrière-pensées des Américains, car si cette région est depuis longtemps sous hypergrande surveillance américaine, c'est parce que les populations étrangères représentent 60 à 80 % des populations locales et 80 à 95 % de la main-d'œuvre. Or, dans ces zones stratégiques, d'un point de vue pétrolier ou encore géopolitique, un bouleversement des rapports de forces serait catastrophique.
- 31 Pour finir, je reviendrai sur le rôle de l'émigration et de la diaspora. On a parlé de Bouazizi en Tunisie, mais on pourrait aussi parler de Namous en Libye, ce blogueur qu'on a tué. C'était quelqu'un qui était parti étudier à l'étranger les nouvelles technologies et qui est revenu - tout le monde ne veut pas rester à l'étranger... -, mais sans trouver à faire sa place dans son pays. Il s'est alors mis à faire du « petit business ». Il était à l'image de toute cette jeunesse qui a migré, s'est ouverte à des valeurs démocratiques, universelles, et qui a finalement grandement participé au bouleversement. C'est là où l'on voit l'importance de l'ouverture et du frottement. L'ouverture à l'extérieur par les mobilités, par les migrations, a joué un rôle fondamental dans les événements qui se sont déroulés dans le monde arabe.

#### **Djawad Guerroudj**

- 32 Je réaffirme ce que j'ai dit tout à l'heure à propos de la solidarité entre les peuples arabes. À partir du moment où le peuple tunisien a pris sa liberté, il a démontré une grande solidarité. Vous évoquiez le million et demi d'Irakiens en Syrie, ce qui est énorme dans un pays en difficulté, et pourtant cela n'a pas amené de troubles. Au contraire, tous ces enfants qui ont été scolarisés dans les mêmes écoles que les enfants syriens, soignés, je ne vois pas comment on ne peut pas appeler cela de la solidarité. En Tunisie, les Libyens n'étaient pas dans les camps des réfugiés, ils ont été accueillis dans des familles : c'est une solidarité qui est même allée au-delà du matériel, il y avait une compassion.

#### **Pénélope Larzillière**

- 33 Merci aux intervenants. La parole est maintenant à l'assistance pour des questions.
- Un participant dans la salle**
- 34 Une petite remarque concernant le Liban : ce n'est pas que le travail soit interdit aux réfugiés, mais seulement l'accès à un certain nombre de professions qui est réglementé.

#### **Un participant dans la salle**

- 35 Je voudrais d'abord rendre hommage à la Tunisie pour l'exemple de démocratie qu'elle a donné aux Occidentaux, et finalement au monde entier. Je reviendrai sur ce que disait Mme Khadija Mohsen Finan à propos du Maroc qui aurait accordé « par le haut » des concessions. À mon sens, ce n'est pas le cas, puisque c'est après la première manifestation du 20 février qu'un écrivain a écrit une lettre ouverte au roi dans laquelle il sériait une dizaine de revendications clefs, parmi lesquelles celle qui a été retenue en premier lieu par le roi, à savoir la modification de la constitution. Aujourd'hui, les choses continuent. Les partis politiques étant complètement hors jeu, c'est la société civile, qui a vraiment fait irruption sur la scène, qui agit avec l'appui d'un certain nombre de militants, pour aller au-delà de la modification de la

constitution. Et aujourd'hui, on en vient à discuter de la sacralité du régime, chose qu'il était absolument impossible de traiter avant le mouvement du 20 février !

#### **Khadija Mohsen Finan**

- 36 Effectivement, je ne suis pas entré dans le détail de la situation marocaine. C'était « présenté » comme un octroi, le roi disant dans son discours de début mars qu'il « anticipait ». Effectivement, le mouvement du 20 février vient de la société civile. Quant aux partis politiques, ils ne sont pas totalement hors jeu, la demande de modification de la constitution étant une demande de certains d'entre eux, notamment le PSU, depuis longtemps, au moins 2002. On voit donc là un mouvement de la société civile qui s'organise, s'articule pour reprendre à son compte une demande ancienne à laquelle la monarchie n'a pas répondu. Après le 20 février, la monarchie a fait de même, présentant cela comme une anticipation. Elle a donc créé une commission qui travaille sur la réforme constitutionnelle et rendra ses conclusions en juin. Autrement dit, pour résumer ma pensée, les revendications venaient du « bas », mais on présentait cela comme si c'était le « haut », le pouvoir du roi, qui l'octroyait.

#### **Un participant dans la salle**

- 37 Bientôt, il y aura les élections en Égypte et en Tunisie, mais les forces dites « révolutionnaires » ou autres ne sont pas organisées aujourd'hui. En Égypte, il n'y a que les Frères Musulmans. Comment le peuple va-t-il être représenté ?

#### **Djawad Guerroudj**

- 38 En Égypte, si ces « forces de la jeunesse » se sont organisées et ont exigé des choses, il me semble qu'il y a un risque. En Tunisie, la jeunesse s'est peut-être mieux organisée, en poussant à la dissolution du parti et à la poursuite des responsables. Pourtant, tout ce qui se passe actuellement en Tunisie et en Égypte m'inquiète parfois. On n'imagine pas que les autocrates vont abandonner le pouvoir comme cela, en particulier le pouvoir financier, presque davantage que le pouvoir politique. La crainte de la contre-révolution est omniprésente.

#### **Latifa Tayah-Gueneau**

- 39 Il va y avoir aussi un référendum constitutionnel au Maroc, une échéance prochaine en Palestine... Du coup, je saisis la question des processus électoraux pour parler aussi du rôle des médias qui est fondamental. Il ne peut pas y avoir d'élections libres sans médias démocratiques et pluralistes. Le gros problème, c'est que les médias n'ont pas fait leur révolution et l'on oscille aujourd'hui entre des médias traditionnels hyperinstitutionnalisés où la direction n'a pas été complètement renouvelée, et des médias sociaux qui, malgré leur rôle important, véhiculent parfois des rumeurs ou négligent de contextualiser l'information. Les médias doivent aussi arrêter de « tendre le micro », ne laisser personne s'exprimer sans être dans un débat contradictoire. Les journalistes de ces pays le disent eux-mêmes : « On veut réapprendre notre métier, on a tellement passé des années à écouter qu'on ne sait même plus vraiment poser des questions ». De fait, il n'y a pas de tradition d'enquête, de reportages. C'est là un enjeu essentiel pour les élections à venir.

#### **Karim Pakzad**

- 40 Il faudrait quand même donner quelques informations sur les forces politiques qui émergent aussi bien en Égypte qu'en Tunisie. Tout à l'heure on a parlé des Frères Musulmans, et c'est vrai que c'est la force la mieux organisée d'Égypte. Mais je crois qu'il ne faut pas confondre les forces laïques avec les forces révolutionnaires. Tous les

partis, même islamistes, dès lors qu'ils ont pris part à la révolution sont parmi les forces révolutionnaires. En Tunisie, même les forces laïques démocratiques ou socialistes me disaient que si l'on excluait Ennahda, le parti islamiste tunisien, du processus de changement, la révolution ne serait pas complète. Il faut être clair sur la place des partis islamistes dans les révolutions actuelles. Ils participent à la révolution, qui a des revendications clairement démocratiques, mais gardent leur identité fondée sur la religion. J'ai tendance à dire que ce sont des « mouvements post-révolution islamique » dans le sens que ces partis ne veulent pas imposer un régime islamique comme celui que l'Iran a connu après la révolution islamique. Mais, ces partis ne sont pas « post-islamistes ». Ils adhèrent au pluralisme et épousent les revendications démocratiques du peuple tout en étant d'obédience islamiste. Leur exemple est aujourd'hui l'AKP turc et non la révolution iranienne.

- 41 De nouveaux partis politiques apparaissent en Égypte. Il y a au moins trois partis socialistes et socio-démocrates, trois partis démocrates de tendance libérale, un mouvement des jeunes qui se regroupent autour de El Baradei, l'ancien secrétaire général de l'AIEA ou d'autres autour d'Amr Moussa, l'ancien président de la Ligue arabe. En Tunisie également, où l'on assistait depuis trois ou quatre ans à des mouvements sociaux extrêmement puissants, il y a eu des partis politiques légaux ou interdits dont la représentation était limitée sous le régime de Ben Ali, faute d'accès aux médias. Il faut leur laisser du temps pour s'organiser. Certains, en Tunisie, parlent d'une coalition des partis démocratiques ou laïques pour aller ensemble aux élections. Un parti du travail, qui regroupe des anciens syndicalistes, vient d'être créé, ainsi que deux ou trois partis baasistes. Bref, le mouvement politique commence à s'organiser : on n'est pas devant un vide total.

#### **Une participante dans la salle**

- 42 Quelles sont, selon vous, les chances de la révolution libyenne ?

#### **Jacques Bérès, chirurgien humanitaire, dans la salle**

- 43 Comme j'ai été en Libye récemment, je pourrais en dire quelques mots. Et d'abord, contrairement à la tendance que l'on a en Occident de parler de tribus opposées, sur le terrain, près des zones de combat, je n'ai pas senti cette histoire. J'ai senti une grande mixité sociale. Sur la solidarité entre peuples arabes, pour avoir pratiqué les deux frontières, c'est vrai que c'était extraordinaire en Tunisie : c'était très émouvant de voir qu'à Tunis, les convois d'aide humanitaire, de médicaments et d'alimentation, partaient directement de l'ancienne ambassade de Libye. C'était un moment citoyen, absolument bénévole, gratuit. Sur la frontière égyptienne, par contre, c'était compliqué parce qu'ils sont partis sur un processus de dialogue avec les ambassades des différents pays, certaines aidant, d'autres pas.

#### **Un participant dans la salle**

- 44 Plusieurs intervenants parmi vous ont mentionné les médias sociaux et certains médias classiques comme Al Jazeera, mais aucun d'entre vous n'a mentionné Wikileaks. Quelle importance accordez-vous aux télégrammes de l'ambassade américaine à Tunis qui ont été diffusés et traduits en arabe ?

#### **Ali Bensaad**

- 45 Le problème de cette presse, ce n'est pas seulement son manque de professionnalisme, c'est qu'elle était investie d'immenses attentes sociales et politiques qui ne pouvaient pas être prises en compte ailleurs. Wikileaks ne nous a rien appris de nouveau : il a

« labellisé » en quelque sorte, béni par la parole américaine, ce qu'on savait déjà. Et c'est vrai que ça a eu un gros effet.

- 46 Je reviens sur les partis politiques, pour dire que ce qui me semble intéressant, c'est que l'islamisme n'est plus une fracture : il s'était conçu comme une contre-société et non seulement il a échoué dans sa révolution, mais il a été banalisé, phagocyté par les sociétés. Est-ce qu'il faut parler de « post-islamisme », je ne sais, mais en tout cas il y a une transformation, une banalisation de l'islamisme. Cette révolution, ce ne sont ni les laïques démocrates arabes, malgré tous leurs sacrifices, ni les islamistes qui l'ont menée. Ce sont les jeunes qui, décriés vis-à-vis de l'islam, contrairement à notre génération de laïcs, inventent quelque chose de beaucoup plus proche de leur réalité. L'islam et l'islamisme politique restent des éléments fondamentaux structurant ces sociétés, et il faut l'accompagner aussi en le tolérant et en portant un autre regard sur lui. Et je pense que le modèle turc est une des perspectives d'évolutions possibles.

#### **Une participante dans la salle**

- 47 Pensez-vous que ces révolutions annoncent un changement dans le conflit israélo-palestinien ?

#### **Karim Pakzad**

- 48 On assiste, d'ores et déjà, à une évolution dans cette région où les cartes sont en train d'être redistribuées. La dignité revendiquée par la jeunesse, par l'ensemble du peuple arabe, a été un moteur, une motivation essentielle de cette révolution puisant dans une certaine frustration, une humiliation même du monde arabe. Le sentiment d'humiliation de l'ensemble du monde arabe vis-à-vis d'Israël est fort. Chez les Égyptiens, cette frustration était arrivée à un point inacceptable pour le plus grand pays arabe qui a joué un tel rôle dans l'histoire du monde arabe, mais qui, depuis une trentaine d'années, était absent de la scène du Moyen-Orient. Un petit pays comme le Qatar jouait un rôle plus important politiquement, y compris auprès des Palestiniens, que l'Égypte. Je pense que, puisque l'essence même d'un mouvement démocratique dans le monde arabe est d'être national et indépendant de l'influence étrangère, l'on pourrait très bien arriver à cette unité arabe que l'on avait échoué à faire contre la colonisation ou autour de la question palestinienne. Mahmoud Abbas, dans un article au *New York Times* a posé pour la première fois des questions stratégiques vis-à-vis du processus de paix en affirmant qu'on n'est plus forcé de s'appuyer uniquement sur les États-Unis. Des pourparlers entre l'Égypte et l'Iran pour d'éventuelles normalisations des relations sont déjà en cours. Pour la première fois depuis la création de la république islamique d'Iran, un bateau militaire iranien a franchi le canal de Suez, malgré la protestation véhémement d'Israël. Si l'Égypte parvient à maîtriser ce processus révolutionnaire - parce qu'il y a encore beaucoup de choses à faire pour qu'on arrive à une stabilisation - on arrivera à un certain équilibre.

#### **Ali Bensaad**

- 49 En effet, pour ceux qui ne connaissent pas l'histoire du monde arabe, il faut rappeler que c'est en Égypte, membre des Nations unies défendant la cause des pays arabes, que tous les leaders de l'indépendance du monde arabe se trouvaient. Mais après le colonialisme, qui a gouverné le monde arabe ? Des régimes laïques de gauche, socialistes, qui ont tous échoué. Je pense qu'on n'a pas compris ce que veut ce monde arabe. Toutes ces populations veulent des régimes démocratiques qui leur garantissent la liberté, la justice, la dignité. Ils ne comprennent pas cette discussion qu'on a en

Occident parce que l'islam fait partie de leur vie : ce sont quand même des pays de religion musulmane et d'avoir des mouvements qui se réclament de l'islam n'est pas aberrant, s'ils sont démocratiques évidemment. Personnellement, je suis contre les partis qui se réclament de la religion, mais il faut admettre que certains mouvements islamiques, autrefois antidémocratiques, ont évolué, y compris Ennahda en Tunisie qui accepte la laïcité et le statut de la femme. On oublie qu'en Occident on a des partis politiques démocrates chrétiens qui ont évolué, qui se sont éloignés de l'Église et qui ont joué le jeu de la démocratie. Je ne vois pas pourquoi ça nous dérange ailleurs alors que ça ne nous dérange pas ici.

#### **Khadija Mohsen Finan**

- 50 Je suis tout à fait d'accord avec Ali Bensaad quand il dit que l'islamisme a été banalisé. Mais les sociétés se sont islamisées, parce que ces partis n'ont pas pris le pouvoir. Or, aujourd'hui, à la faveur de l'ouverture et de la démocratie, ce sont les islamistes qui seront, à terme, les vainqueurs de cette ouverture. J'en suis convaincue. Aujourd'hui, la légitimité révolutionnaire, par qui elle est portée ? Le problème c'est qu'elle est portée par tout le monde. Tout le monde est convaincu d'avoir été dans la rue. Mais cette rue, est-ce que l'on considère qu'elle fait partie intégrante du pouvoir ou que c'est un contre-pouvoir ? L'islamisme n'est plus une fracture, et c'est pour ça qu'il sera dans le paysage politique, mais il effraie toute une frange de la population en Tunisie. Certains partis, pas forcément laïques, mais pas islamistes pour autant, se mobilisent contre ces forces islamistes qui sont très structurées.

#### **Latifa Tayah-Gueneau**

- 51 Puisque nous sommes à *Médecins du Monde*, je propose de poser la question du rôle de la solidarité internationale. Les pays arabes n'ont attendu personne pour faire leur révolution, et en ce sens on assiste peut-être à une deuxième décolonisation de ces pays-là, mais n'y a-t-il pas des actions de solidarité qui peuvent se traduire en vellétés d'ingérence ? En Tunisie, c'est extrêmement flagrant, toutes les ONG y sont allées. Dans quelle mesure peut-on tisser des liens de solidarité sans être dans une démarche intrusive et sans plaquer des schémas et des savoir-faire qui ne correspondent pas forcément aux attentes des uns et des autres ?

#### **Karim Pakzad**

- 52 Évidemment, les Égyptiens et les Tunisiens ne veulent pas qu'on leur confisque leur révolution. On oublie souvent que des mouvements semblables, peut-être pas de même ampleur, sont observés dans le nord de l'Irak, en Azerbaïdjan ou en Iran. C'est le plus grand mouvement pour la démocratie que le monde musulman ait connu et il faut espérer qu'il réussira aussi dans ces pays où il n'a pas réussi à ébranler des pouvoirs trop forts.
- 53 Il est vrai que la situation dans la société arabe est telle que ce sont les mouvements islamistes qui sont les plus organisés, les plus puissants et qui tiendront donc une place importante lors des prochaines élections. Mais la responsabilité en incombe, comme cela a déjà été suggéré, à ces régimes autoritaires et à l'Occident qui a soutenu ces derniers pour qu'ils empêchent justement les mouvements islamistes de se développer ! En faisant cela, ils ont contribué à réislamisation de la société. Les Tunisiens n'ont pas attendu Ennahda ni les Égyptiens les Frères Musulmans pour se réapproprier l'islam. Ce processus a commencé depuis de nombreuses années, mais c'est aux peuples de ces

pays, à leurs forces démocratiques ou laïques de faire en sorte que la révolution ne soit pas confisquée, ni par l'étranger, ni par les éléments intérieurs.

#### **Ali Bensaad**

- 54 Je vais terminer par une note dont on pourrait penser qu'elle n'est pas optimiste, mais qui l'est, profondément : l'important dans une révolution, ce n'est pas qu'elle atteigne son objectif, c'est tout ce qu'elle transforme par son seul mouvement. Une révolution, c'est un rêve, une aspiration, même s'il faut bien qu'elle s'inscrive dans la réalité. Et la réalité est aussi faite par d'autres que ceux qui portent le mouvement. C'est pour cela que je pense que les révolutionnaires savent très bien qu'ils sont quelque part des perdants et que ce sont des bons perdants. Je suis convaincu que le monde arabe va être transformé, même si on ne sait pas dans quel sens il sera transformé. Le réel est dans le devenir, mais dans le devenir il y a aussi ce qui existait. Nous n'aurons pas le monde arabe idéal, mais on aura un monde arabe qui se créera au-delà de ce qu'on aurait voulu.

#### **Pénélope Larzillière**

- 55 Pour terminer, je voudrais dire qu'on a beaucoup parlé des demandes de liberté et de démocratie, mais moins des revendications sociales et économiques qui sont pourtant centrales dans les mouvements actuels. C'est aussi parce que les régimes autoritaires ont rompu le pacte de redistribution économique qu'il y a eu ces révolutions. Ces demandes sociales et économiques sont fortement portées par les islamistes et la façon dont il sera répondu ou non à ces demandes sociales et économiques est un des enjeux pour la pérennisation de ces révolutions.

## RÉSUMÉS

Table ronde organisée le 18 mai 2011

Animée par Pénélope Larzillière, sociologue, chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Avec :

Khadija Mohsen Finan, politologue, maître de conférences et chercheur à l'Institut Europe/Maghreb/Méditerranée de l'Université Paris VIII

Latifa Tayah-Gueneau, responsable de programme à l'Institut Panos Paris (IPP)

Ali Bensaad, géographe, maître de conférences à l'université de Provence et enseignant-chercheur à l'Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam)

Djawad Guerroudj, médecin, Médecins du Monde (Mdm)

Karim Pakzad, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

Rachid Lahlou, président du Secours islamique France (SIF)

## INDEX

**Mots-clés :** Enjeux humanitaires, Islam

**Index géographique :** Egypte, Libye, Moyen-Orient, Syrie, Tunisie, Yemen